

DECLARATION DU BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE ALGERIEN

DATEE DU 2 NOVEMBRE 1954

Cette déclaration a été publiée dans Alger Républicain du 2 novembre 1954, et la même semaine dans Liberté et El Djezaïr el Djedida (en arabe).

« Le Bureau politique du Parti communiste algérien, après avoir analysé les informations au sujet des différentes actions armées qui ont eu lieu dans plusieurs points du territoire algérien et en particulier dans les Aurès, estime qu'à l'origine de ces événements il y a la politique colonialiste d'oppression nationale, d'étouffement des libertés et d'exploitation, avec son cortège de racisme, de misère et de chômage, dont les sphères officielles sont obligées de reconnaître aujourd'hui l'existence.

« Le Bureau politique estime par conséquent que les responsabilités fondamentales dans ces événements incombent entièrement aux colonialistes qui, malgré les expériences du Vietnam, du Maroc et de la Tunisie, s'obstinent dans une politique d'opposition et de force, face aux aspirations légitimes du peuple algérien, pour maintenir les privilèges d'une poignée de gros propriétaires fonciers, de banquiers et de trusts coloniaux.

« Il rappelle que la répression n'a jamais réglé et ne réglera pas les problèmes politiques, économiques et sociaux que pose devant le monde contemporain l'essor irrésistible des mouvements nationaux de libération.

« Il estime que la meilleure façon d'éviter les effusions de sang, d'instaurer un climat d'entente et de paix, consiste à faire droit aux revendications algériennes par la recherche d'une solution démocratique qui respecterait les intérêts de tous les habitants de l'Algérie, sans distinction de race ni de religion, et qui tiendrait compte des intérêts de la France.

« Le Bureau politique dénonce la violente campagne de panique, de haine raciale et de diversion de la presse réactionnaire et colonialiste, dont le but est de dresser les uns contre les autres Musulmans et Européens, appelés à vivre ensemble en Algérie, leur patrimoine commun à tous.

« Il dénonce les appels à la répression bestiale de cette presse aux ordres des gros seigneurs de la colonisation dont la richesse est faite de l'immense détresse de millions d'Algériens.

« Le Bureau politique invite les Algériens, sans distinction d'origine, et plus particulièrement les travailleurs européens, à ne pas se laisser influencer par la propagande mensongère des milieux colonialistes, à réfléchir à ces événements, à rejeter toute arrière-pensée raciale, pour les juger sainement. Il leur demande de se souvenir que cette même propagande et ces mêmes menaces proférées et appliquées au début de la crise en Tunisie ont dû faire place –parce qu'elles ont fait faillite- après une douloureuse expérience, à une ère nouvelle pour le règlement du problème tunisien.

« Il souligne les contradictions entre la thèse officielle suivant laquelle le calme règne actuellement en Algérie et les véritables mesures de guerre prises par le gouvernement général en accord avec le gouvernement français.

« Le Bureau politique proteste contre ces mesures de terreur qui tendent, en créant un climat d'insécurité générale à ouvrir la voie à une répression généralisée frappant tous les patriotes, tous les hommes épris de liberté et de démocratie.

« Le Bureau politique appelle tous les patriotes, tous les démocrates musulmans et européens, à s'unir et à agir pour obtenir que soient rapportées les mesures répressives de l'administration, pour demander la libération de tous les progressistes, démocrates et militants syndicaux, arbitrairement arrêtés, et pour qu'enfin soit amorcée une politique nouvelle qui, rompant avec les solutions de force, fera droit aux justes et légitimes aspirations du peuple algérien. »

Alger, le 2 novembre 1954

Le Bureau politique
du Parti communiste
algérien